

**CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DES BOUCHES-DU RHONE**

Direction Générale Adjointe Stratégie et Développement du Territoire
Direction de l'Agriculture et des Territoires

**RÉUNION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU 13 DECEMBRE 2019
SOUS LA PRÉSIDENTE DE MME MARTINE VASSAL
RAPPORTEUR(S) : M. LUCIEN LIMOUSIN**

OBJET : Programme départemental d'aide à l'investissement dans les exploitations agricoles de moins de cinq ans - deuxième répartition des subventions 2019.

Madame la Présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, sur proposition de Monsieur le délégué à l'agriculture, soumet à la Commission permanente le rapport suivant :

La loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République (NOTRe) autorise le Département, à titre dérogatoire, à intervenir sous forme de subvention dans le domaine de l'agriculture, sous réserve de convention avec la Région que nous avons conclue le 31/03/2017.

Pour être autorisées, ces subventions doivent répondre à plusieurs critères :

- être « eurocompatibles », c'est à dire relever soit du régime « de minimis » soit d'un régime d'aide exempté, sinon être notifiées à la commission européenne ; en l'occurrence, ces aides à l'investissement doivent respecter les plafonds d'aide publique au titre du régime notifié SA 50388 du 19/02/2015 modifié le 26/02/2018 « Aide aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » ;

- prendre la forme d'une subvention d'investissement ou d'une mesure en faveur de l'investissement au profit d'un agriculteur ou d'un groupement d'agriculteurs, ou bien être rattachées, pour les autres mesures d'aides, à une compétence explicitement conservée par le Département (solidarité des territoires, tourisme, aménagement foncier, éducation/collège, emploi,...).

C'est dans ce contexte que le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône a adopté par délibération n° 170 du 29 juin 2018, le programme d'aide à l'investissement dans les exploitations de moins de cinq ans.

Le financement de ce dispositif est assuré dans le cadre d'une enveloppe de crédits de 300 K€ adoptée lors du vote du budget primitif 2019.

Dans la limite des plafonds d'aide publique autorisée, l'aide prend la forme d'une subvention de 40 % maximum du coût HT des investissements éligibles plafonnés à 50 000 € HT et destinés à améliorer :

- les pratiques agricoles en faveur de l'environnement,
- la montée en qualité et la valorisation des productions,
- les conditions de travail et d'emploi dans les exploitations.

Dans le cadre de ce dispositif, quatre dossiers déposés avant le 15 septembre 2019 ont été présentés pour avis à la commission technique qui s'est réunie le 13 novembre 2019, associant des représentants professionnels référents en matière d'installation.

Compte tenu des avis favorables et des remarques formulées lors de cette commission technique d'examen des dossiers, je vous propose de vous prononcer en faveur d'une deuxième répartition de quatre subventions au titre de 2019, conformément aux propositions figurant dans le tableau annexé au présent rapport pour un montant de 41 041,89 € sur un montant d'investissement de 102 604,72 € et d'autoriser la signature de la convention correspondante lorsque cela est nécessaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer à la Commission permanente de prendre la délibération ci-après.

Signé
La Présidente du Conseil départemental

Martine VASSAL